

LE TEMPS

Reprise Lundi 31 mai 2010

La baisse de l'euro atténuera les effets de la rigueur

Par Philippe Le Coeur, Le Monde

La chute de la monnaie unique aura un effet bénéfique sur les exportations

La baisse de l'euro est une «bonne nouvelle» pour des économies européennes à peine sorties de la récession. Si les politiques se refusent à le dire explicitement, les économistes n'ont pas cette pudeur.

Pier Carlo Padoan, le chef économiste de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), a déclaré, mercredi 26 mai, qu'il ne serait «pas inquiet si nous assistions à un repli supplémentaire de l'euro». Le même jour, la devise européenne est tombée – en fin de journée – à 1,2167 dollar, pas loin de son plus bas niveau depuis 2006 (1,2144 dollar), atteint une semaine plus tôt.

«C'est une bonne nouvelle parce que cela va renforcer la compétitivité des produits européens et les exportations», explique Nicolas Bouzou, directeur de la société Asterès, qui précise que, pour la France par exemple, «40% des exportations se font hors zone euro».

Or, qui dit dynamisation des exportations dit impact positif, à court-moyen terme, sur la croissance de l'économie. Cela permettra «d'éviter une nouvelle récession», assure M. Padoan. «C'est l'équivalent d'un plan de relance, mais externe», résume M. Bouzou.

Le «redémarrage» des exportations «permet de restaurer la profitabilité des entreprises exportatrices avec des retombées positives sur l'emploi et les revenus, ce qui aigüise l'appétit des ménages pour la consommation et incite les entreprises à investir», détaillent Isabelle Job et Frederik Ducrozet, du département des études économiques du Crédit agricole.

A combien peut-on chiffrer l'impact de la baisse de l'euro sur la croissance? Nicolas Bouzou indique qu'«une baisse de 10% de la valeur de l'euro par rapport au dollar conduit à 0,2 à 0,3 point de produit intérieur brut (PIB) en plus». Barclays Capital évoque un gain de 0,7 point de PIB dès la première année et de 1,3 point la deuxième.

Au Crédit agricole, on considère par ailleurs qu'«une baisse de 10% du taux de change effectif (c'est-à-dire contre un panier de devises des principaux partenaires commerciaux) apporte un point de croissance supplémentaire pour la zone euro dans son ensemble sur douze à dix-huit mois». En termes «effectifs», le recul de la monnaie unique avoisine déjà les 10% en six mois.

Tous les pays de la zone euro ne peuvent espérer profiter de la même façon du regain de compétitivité. Les mieux placés sont «les plus ouverts sur l'extérieur comme la Belgique, l'Irlande et les Pays-Bas, suivis par l'Allemagne, la Finlande et l'Autriche», indiquent Isabelle Job et Frederik Ducrozet.

Par ailleurs, la baisse de l'euro a un revers: «elle revient à importer de l'inflation», note M. Bouzou. «La conjoncture de reprise très molle est plutôt de nature désinflationniste, voire déflationniste dans certains pays de la zone soumis à une forte contrainte budgétaire», tempèrent Mme Job et M. Ducrozet.

Le regain d'inflation pourrait avoir un impact défavorable sur la consommation des ménages, qui, en France par exemple, est déjà atone voire en repli. L'énergie, notamment, sera plus chère.

Autre impact négatif, sur le bilan financier des Etats celui-ci: la dépréciation de l'euro «augmente la dette» d'une zone euro «emprunteur net en dollars», relève Laurence Boone, chef économiste France chez Barclays Capital. Sur ce plan, poursuit-elle, c'est l'Allemagne qui s'en sortirait le mieux, car son endettement financier en dollars est relativement faible.

La «bonne nouvelle» que constitue la baisse de la monnaie unique ne doit pas faire oublier, ajoute Mme Boone, la persistance de «déséquilibres» dans la zone euro. Tout particulièrement «les différentiels de compétitivité salariale». Elle estime que, sur ce plan, «l'ajustement à réaliser est au moins aussi impressionnant que la baisse récente de l'euro: de l'ordre de 7% pour la Grèce, 10% pour le Portugal, 12% pour l'Espagne et environ 20% pour l'Irlande».

LE TEMPS © 2009 Le Temps SA